



Dimanche

20 octobre 2024

17 pages

No. 645

GRATUIT

Phone tapping

Maurice sur écoute

- Une enquête ouverte, selon le CP, qui parle d'« intelligence artificielle »

Deux violations possibles :

Interception illégale et violation de la Data Protection Act

Navin Ramgoolam :

« Le gouvernement écoute tout le monde »

Hécatombe au ML



Le parti d'Ivan Collendavello perd ses plumes

Liverpool vs Chelsea



Anfield en effervescence: Liverpool reçoit Chelsea



Air Mauritius

La colère des syndicats monte

Alliance Lepep : Nouvelles investitures



Ces ministres sortants et leurs casseroles



Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



EDITO

Par Zahirah RADHA
Redactrice-en-chef

Sniffing Island (II)

Les conversations téléphoniques privées balancées en public par Missie Moustass sur Facebook donnent froid dans le dos. Ces enregistrements, diffusés par épisode à quelques minutes d'intervalle depuis vendredi après-midi et baptisés « *Secrets Lakwizinn* », confirment que nos téléphones sont bel et bien sur écoute. Pire, nos conversations sont même enregistrées à notre insu. Sauf *Lakwizinn* elle-même, à quelques exceptions près, personne ne semble être à l'abri. Députés de l'opposition, dirigeants politiques, diplomates, journalistes, citoyens... personne n'est épargné, paraît-il. Un scandale sans précédent, ressemblant étrangement à un Watergate mauricien, avec des implications diplomatiques qui mettront à mal la réputation de notre pays. Il est évident que ces 'tappings', s'ils s'avèrent, ne peuvent avoir été fait qu'au plus haut niveau de l'État. Et que les appareils d'espionnage utilisés pour intercepter ces conversations ne peuvent avoir été achetés que par l'État.

Ce qui nous ramène aux équipements acquis par 'DNS International Ltd' auprès de 'Verint Systems Ltd' pour le compte du 'Prime Minister's Office'. Dans une de nos précédentes éditions, nous posions la question : Pourquoi cette compagnie israélienne, 'Verint Systems Ltd', figure-t-elle sur les ordres de paiements du PMO ? Pourquoi passer par la compagnie d'Ellayah ? Des questions se posent, car, dans l'esprit de bon nombre de Mauriciens, l'affaire *Sniffgate* est encore bien présente, d'autant que la sécurité d'État avait aussi été évoquée dans ce cas sans précédent et considérée comme une trahison contre le pays. En voulant se venger aveuglément de ses ex-alliés, le gouvernement, à travers la 'Financial Intelligence Unit' (FIU), nous a-t-il involontairement mis sur la piste d'un autre scandale possiblement lié à un cyber-espionnage ? Il y a, en tout cas, des éléments très troublants qui laissent perplexes, et sur lesquels nous ne saurons

probablement jamais la vérité. Mais ils révèlent néanmoins le mécanisme mis en place par le pouvoir du jour pour servir ses intérêts et ceux de ses proches.

La raison est claire maintenant, même si le Commissaire de police préfère, lui, évoquer l'utilisation de l'intelligence artificielle alors que des protagonistes ont confirmé la véracité de certaines de ces conversations. Extrait de notre édito du 19 novembre 2023 : Tout cela nous amène à croire qu'il y a un 'trend' précis qui se dessine, à l'approche des prochaines élections. Parallèlement aux barons qui font 'sniffer', ingurgiter ou injecter de la drogue à nos jeunes, nous devons aussi nous méfier de ceux qui 'sniffent', interceptent et conservent nos données ». Un an plus tard, les événements nous donnent raison, confirmant dans la foulée la gravité de la situation sous le règne du gouvernement de Pravind Jugnauth. Nos libertés les plus fondamentales sont bafouées sans aucune gêne.

Autres extraits de l'édito du 19 novembre 2024 : Les tentatives de surveillance du gouvernement de Pravind Jugnauth ne datent pas d'hier, mais depuis des années. Rafraîchissons la mémoire de nos lecteurs. Le régime en place avait d'abord voulu nous épier à travers les réseaux sociaux. Et ce grâce aux amendements qu'il comptait apporter à l'*ICT Act* durant le premier trimestre de 2021, alors que le pays passait par des moments difficiles dus à la Covid-19. La raison officielle avancée, c'est qu'il fallait réguler les « *abuse and misuse* » sur les plateformes digitales. Le 'Consultation paper' circulé par l'ICTA, chargée de cette mission d'espionnage, avait alors soulevé un tollé, puisque tout un arsenal de surveillance et de mesures répressives allait être mis en place pour bloquer la liberté d'expression, non pas des prédateurs mal intentionnés uniquement, mais de tous les utilisateurs des applications comme Facebook, WhatsApp, Instagram, et autres.

Il était question d'installation d'un outil visant à décrypter le trafic sur les réseaux sociaux. Les contenus pouvaient ainsi être filtrés et scannés avant que certains ne soient bloqués ou archivés. Ce qui aurait exposé toutes nos communications à l'œil du gouvernement, en sus de pouvoir les contrôler et les censurer. Sans compter

que nos activités en ligne couraient le risque d'être tracées et piratées. Plusieurs organismes, y compris Facebook et Mozilla, avaient d'ailleurs émis des critiques contre l'approche de l'ICTA. « *The amendments specify technical measures such as self-signed digital certificates that will be used as trust anchors, by which the Mauritian government can intercept, decrypt, re-encrypt and store Internet traffic data. [...] The proposed approach would, however, have severe and disproportionate implications for privacy and security for Mauritian citizens, as well as others abroad, while doing little to address the stated concerns* », avait écrit Marshall Erwin, Chief Security Officer, de Mozilla Corporation. Ce qui équivalait à une claque magistrale à l'ICTA qui avait auparavant eu l'outrecuidance d'évoquer des « *rampant fake news propagated by ill-intentioned persons on the web* ».

Il y a ensuite eu le réenregistrement des cartes SIM. Un exercice qui met en péril nos données personnelles. Et une fois de plus, c'est l'ICTA qui a été chargée de cette sale besogne. La direction de l'organisme nie que nos données seront partagées ou conservées. Mais les faits restent que celles-ci seront définitivement partagées une fois que les opérateurs passent par l'ICTA, à travers un 'middleware' dont l'organisme refuse de divulguer les spécifications, pour les vérifier sur la base de données de la 'Civil Status Division' et du 'Passport and Immigration Office' (PIO). Des questions se posent aussi sur l'utilité des photos requises, la base de données existantes - si elle est de nature biométrique ou pas -, et l'objectif réel de cet exercice de réenregistrement à quelques mois seulement des élections générales. Jusqu'ici l'ICTA ne s'est pas montrée rassurante. D'autant que la raison mise en avant pour justifier cette mesure n'est point convaincante. Heureusement que la Cour a ordonné un statu quo en attendant le jugement dans cette affaire.

Attendons maintenant les répercussions de ce Watergate à la mauricienne.

Phone tapping

Maurice sur écoute

Une enquête a été ouverte suite aux plaintes logées au CCID concernant des « *posts using artificial intelligence* ». C'est ce qu'a informé le Commissaire de police dans un communiqué émis, hier. L'enquête devra établir l'authenticité des voix en question et identifier les « *malicious sources* » sur Facebook. Anil Kumar Dip rappelle à la population que c'est illégal « *to tap and disclose conversations using a communication or telecommunication device* », en vertu des sections 46 (ga) et (ha) et 47 de l'ICT Act.

Le Commissaire de police n'a pas été épargné par le 'phone tapping', semble-t-il, puisque des enregistrements de ses prétendues conversations téléphoniques ont également été mis en ligne par Missié Moustass. Celui-ci, qui se présente comme un fonctionnaire

ayant travaillé dans une unité secrète, dit vouloir exposer les « *Secrets Lakwizinn* ». Depuis vendredi après-midi, une série de bribes de conversations téléphoniques, plus précisément sur WhatsApp, ont été publiés en épisode, et ce à intervalle de quelques minutes.

Politiciens de l'opposition, diplomates, journalistes et citoyens ont été ciblés par ce 'phone tapping', paraît-il. Les yeux sont depuis rivés sur le gouvernement, d'autant que l'opposition, dont le Dr Navin Ramgoolam, s'est dit choquée par l'ampleur et la gravité de cette affaire (voir page 2).

Deux violations : Interception illégale et violation de la Data Protection Act

Dev Jokhoo, ancien responsable du 'National Security Service' (NSS), est catégorique. « *Deux violations ont été commises. Il y a d'abord eu une interception illégale des conversations téléphoniques et ensuite il y a eu une violation du Data Protection Act* », dit-il sans détour. Il explique que la loi permet l'interception d'une communication, mais celle-ci ne peut être faite que sur un *Judge's Order*.

« *Le juge doit être satisfait des raisons avancées pour faire cette interception avant qu'il ne donne son autorisation. Et d'ailleurs cette interception ne peut être faite que durant une période spécifique, et non pas de façon permanente. Après cette période, il faut retourner devant le juge en chambre, rapporter ce qui a été intercepté et suivre les instructions qu'il donnera par la suite. Le Data Protection Act entre alors en jeu. Il faut s'assurer que ces données ne fuient pas* », soutient Dev Jokhoo. Or, dans le cas présent, rien de tel ne semble avoir été respecté.



Mise au point de l'Hon. Soomilduth Bholah

Suite aux allégations et insinuations formulées dans un article publié par Sunday Times dans son édition du dimanche 13 octobre 2024 au sujet d'un voyage officiel en Egypte en 2022, je tiens à apporter les précisions suivantes :

1. Du 17 au 20 octobre 2022, l'Alliance Coopérative Internationale en Afrique (ACI-Afrique) a organisé sa 13^{ème} conférence ministérielle sur les coopératives en Afrique (AMCCO) avec la collaboration du ministère égyptien du Logement, des Services publics et des Communautés urbaines et de l'Autorité générale pour la construction et le logement.
2. Cet événement a eu lieu au Caire, en Égypte et a réuni 249 participants de 44 pays sous le thème « *Développons l'Afrique ensemble : le rôle des coopératives africaines dans l'accélération des objectifs de développement durable (2030) et l'Afrique que nous voulons (Agenda 2063)* ».
3. Notre pays étant membre de l'Alliance Coopérative Internationale a également été invité à participer à cette conférence.
4. Le *Cooperative Development Fund* a été mis sur pied conformément à la section 116 de la *Cooperative*

Development Act 2016.

5. Comme établi par la loi, l'objectif premier du *Cooperative Development Fund* est de déboursier des fonds pour la promotion et le développement des coopératives.
6. Ma participation à cette conférence en tant que ministre du Développement Industriel, des PME et des Coopératives d'alors consistait à promouvoir le cheminement, le progrès et les réalisations du mouvement coopératif mauricien et aussi à explorer de nouvelles pistes de coopération pour consolider le secteur.
7. Comme c'est le cas pour tous les voyages ministériels, l'approbation du ministère des Finances ainsi que du Bureau du Premier Ministre a été recherchée et obtenue.
8. Je confirme que toutes les procédures ont été scrupuleusement respectées contrairement à ce que prétend l'article en question.
9. Je n'ai aucun doute que la population saura traiter les accusations gratuites avec discernement.

L'Hon. Soomilduth Bholah
Ce dimanche
13 octobre 2024

Notre réponse

Hormis le fait que le ministre Bholah confirme la véracité de ce que nous avons publié, ses arguments soulèvent encore plus de questions. Est-ce que le ministre peut nous expliquer :

1. Comment le coût des billets et des *per diems* payés des fonds du CDF a-t-il bénéficié aux sociétés coopératives ou aux coopérateurs ? Est-ce que de telles dépenses sont prévues dans la loi des coopératives ? N'était-ce pas au gouvernement de financer ces déplacements ?
2. Quels ont été les retombées de cette visite après deux années ?
3. Y a-t-il eu le moindre avancement pour les coopérateurs suite à cette visite ou « vacances » spécifiquement ?
4. Le ministère des Finances, plus précisément le secrétaire permanent d'alors, n'avait-il pas objecté avec véhémence à cette demande d'autorisation dans un premier temps ?
5. D'autres déplacements ont-ils été autorisés sous ce même fond ou votre voyage fut-il le seul, après avoir été désavoué par le ministère des Finances ?

Nos lecteurs sauront définitivement discerner, M. le ministre, entre le fait que vous avez vous-même approuvé en premier lieu ces dépenses faites à partir des fonds du CDF et que votre secrétaire permanent a elle-même présidé la fameuse réunion où cette décision avait été prise, sans compter qu'elle faisait aussi partie de la mission.

Nous espérons que les autorités tiendront aussi compte de cet élément de conflit d'intérêts dans leur enquête, s'il y en a une.

Air Mauritius

La colère des syndicats monte



Les négociations entre les syndicats d'Air Mauritius et la direction sont au point mort, après des mois d'échanges infructueux. Le 27 septembre 2024, l'Air Mauritius Cabin Crew Association (AMCCA) a adressé une lettre de protestation au CEO Charles Cartier. Le syndicat a catégoriquement rejeté la proposition de la direction d'un paiement unique sous forme de « quatorzième mois », sans augmentation de salaire ni amélioration des conditions de travail. Cette offre, jugée insuffisante, est intervenue après trois mois de négociations stériles depuis mai, au cours desquelles aucune des revendications syndicales n'a été prise en compte.

Yogita Baboo-Rama, présidente de l'AMCCA, a fait part à *Sunday Times* d'un incident survenu lors d'un récent déjeuner de travail avec la direction. Selon elle, le CEO aurait averti les syndicats qu'insister sur leurs revendications pourrait conduire la compagnie à un nouveau redressement judiciaire, faisant écho à la situation critique de 2020. « Le CEO nous a dit que si nous continuions à insister pour avoir ce que nous méritons, la compagnie irait en administration. On était tous choqués », déclare-t-elle.

Ce qui rend cet avertissement particulièrement déconcertant, c'est qu'il contraste fortement avec un mémo interne diffusé quelques jours plus tard. Ce document affirmait que la compagnie se portait bien et que des bénéfices étaient attendus d'ici la fin de l'année. Cette apparente contradiction n'a pas échappé aux syndicats. « On nous dit d'un côté que tout va bien, que la compagnie attend des profits, mais on refuse toujours de nous payer ce qu'on mérite. C'est malhonnête », dit Yogita Baboo-Rama.

Le contexte historique de ce conflit remonte à la période d'administration volontaire, durant laquelle les employés d'Air Mauritius ont consenti à de nombreux sacrifices. Leurs salaires ont été réduits et leurs conditions de travail considérablement dégradées. Aujourd'hui, alors que la compagnie se redresse et que le secteur aérien affiche une forte reprise, les syndicats espèrent légitimement une revalorisation et la réintroduction d'accords collectifs, expirés depuis 2018.

La frustration des syndicats est exacerbée par ce qu'ils perçoivent comme des tactiques de négociation déloyales de la part de la direction. Yogita Baboo-Rama explique : « On nous fait tourner en rond. Ils nous disent qu'ils veulent négocier, mais à la fin, tout le monde reçoit la même chose, sans tenir compte des spécificités de chaque syndicat. C'est une perte de temps. »

L'urgence de la situation est soulignée par l'approche de la haute saison touristique. « Le pic de la saison arrive, et tout le monde va devoir travailler d'arrache-pied. Mais

sans une rémunération juste, comment motiver les employés ? Ils méritent plus, après tout ce qu'ils ont traversé », insiste la présidente de l'AMCCA.

Le front syndical s'élargit

Le 9 octobre 2024, l'intersyndicale d'Air Mauritius, regroupant les syndicats AMSA, PTEU et UEAML, a adressé une lettre au CEO Charles Cartier, exprimant des revendications similaires. Ils proposent un processus d'arbitrage pour résoudre les questions en suspens depuis l'accord de 2018, notamment les arriérés de salaires et les impacts négatifs sur le plan de protection sociale (DPS). Les syndicats critiquent également les décisions des administrateurs de la compagnie, qui ont supprimé des éléments essentiels de l'accord collectif de 2018.

Les revendications de l'intersyndicale sont claires :

- Mise en place d'un nouvel accord collectif à partir de janvier 2024
- Révision des classifications de postes
- Réintroduction des augmentations d'ancienneté
- Paiement d'un bonus du 14ème mois
- Révision des primes

L'objectif affiché est de restaurer des conditions de travail conformes aux exigences légales, tout en préservant la réputation de la compagnie.

Les syndicats rappellent les conditions particulièrement éprouvantes endurées par l'équipage pendant la pandémie de COVID-19 : réductions de salaires, horaires imprévisibles, stress et fatigue accrus. Après avoir contribué à sauver la compagnie dans ses moments les plus sombres, ils estiment que leur loyauté mérite une reconnaissance tangible.

Face à l'absence de progrès, les syndicats envisagent désormais de porter l'affaire devant le Bureau international du travail. Ils accusent la direction d'Air Mauritius de mauvaise foi, estimant qu'elle cherche à éviter de respecter ses engagements envers les employés.

Vers un blocage de MK ?

Selon nos informations, la réunion du 18 octobre 2024 avec les syndicats et la direction n'a rien donné de concluant. L'AMCCA a demandé une position claire de la direction d'Air Mauritius (MK) concernant les négociations sur la convention collective, avertissant que si son attitude ne change pas rapidement, le syndicat sera contraint de déclarer un blocage officiel. En plus de cette éventualité, l'AMCCA prévoit également de déposer une plainte formelle auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le personnel, démotivé et épuisé, exprime son exaspération face à une direction perçue comme indifférente à leurs sacrifices, tandis que les cadres supérieurs continuent de prendre des congés pendant la haute saison touristique.

Campagne 2024

Les dernières nouvelles

Zahid Nazurally de nouveau candidat au no. 10 ?

Zahid Nazurally, qui a récemment quitté le Muvman Liberater et ses fonctions à l'Assemblée nationale, a fait une apparition à Mont-Ida, dans la circonscription n°10, ce vendredi. Lors d'un rassemblement, il a affirmé qu'il était prêt à travailler pour le pays. Bien qu'il ait annoncé sa présence au prochain Nomination Day, son affiliation future demeure incertaine. Il a suggéré à la presse qu'il pourrait y aller pour soutenir un candidat ou donner un mot d'ordre.

MMM : Les candidats validés par l'assemblée des délégués

L'Assemblée des délégués du Mouvement militant mauricien (MMM) a validé la liste des 60 candidats pour les élections ce vendredi 18 octobre, au Plaza. Paul Bérenger a insisté sur l'importance de l'Alliance du Changement pour le futur du pays, et a encouragé les militants à se mobiliser pleinement.

Reform Linion présente ses candidats

Linion Reform, alliance entre Linion Moris et le Reform Party, a présenté ses 60 candidats (30 chacun) pour les élections du 10 novembre 2024, incluant 15 femmes. Rappelons que ce sont Nando Bodha et Roshi Bhadain, leaders de l'alliance, qui se succéderaient au poste de Premier ministre en cas de victoire, pour des mandats de deux ans et demi chacun.

L'Evêché appelle à la responsabilité citoyenne

À l'approche des élections générales, les évêques mauriciens rappellent l'importance du vote comme devoir sacré et encouragent à considérer le bien commun, le respect de la dignité humaine, l'attention aux vulnérables et la justice. Face à l'hypermédiatisation, ils appellent à un discernement prudent, exhortant à rechercher la vérité et à éviter la violence verbale. L'objectif est de construire un avenir plus juste et solidaire pour Maurice.

Navin Ramgoolam : « Le gouvernement écoute tout le monde »

L'affaire de 'phone tapping' qui inonde les réseaux sociaux depuis vendredi a été commentée par le Dr Navin Ramgoolam hier, samedi 19 octobre. Il s'est dit choqué par cette affaire, tout comme l'île Maurice en entier. « *Il est clair aujourd'hui que le gouvernement écoute tout le monde. Il écoute même son Commissaire de police. Mo trouve sa extraordinaire* », a-t-il lancé. Il a rappelé avoir mis la population en garde contre la manipulation des données, des informations ou des images, en utilisant l'intelligence artificielle. « *Kapave sa premier sa. Après ou pou trouve manipulation. Kapave zafer nou pane dire osi pou dire la* », a-t-il prévenu, en martelant : « *maziné ki kalité campagne pou ena devant* ». Il trouve inacceptable qu'un Commissaire de police puisse donner l'instruction de mentir dans le cas de l'accident impliquant Adrien Duval. « *C'est incroyable. Où allons-nous dans ce pays ?* », se demande-t-il, soulignant que « *c'est la fin de règne du gouvernement* ».

Abordant la rencontre avec l'Electoral Supervisory Commission, Navin Ramgoolam a salué l'attitude « correcte » de la nouvelle présidente, Christine Sauzier. Il dit avoir soulevé quelques points inacceptables, à l'instar d'un seul agent par salle de vote, sans consultation aucune. « *Nous avons expliqué pourquoi c'est inacceptable. Sa dimoune la pas pou kapave bouger, pas pou kapave alle toilette nanrien. Ou kone bien ki manière money politics travay avec MSM. C'est vrai gouvernement ki fer regulations, dire Président la république fer regulations ou amender. Be ou kapave pose ou la question kifer fer sa sans consultation* », s'est-il interrogé. Il souligne d'ailleurs l'avoir appris à travers la presse. Autre point de discord : il sera interdit aux partisans de venir à moins de 200 m pour l'enregistrement des candidats le jour du Nomination Day. « *Zamais ine arrivé sa* », a-t-il lâché, en rappelant que cela fait partie du folklore mauricien.

Points discordants avec l'ESC

Le 'same-day counting' a aussi été abordé. Navin Ramgoolam a de nouveau exprimé son étonnement sur le fait que cette mesure ne puisse être appliquée alors qu'elle est pratiquée dans bien d'autres pays d'Afrique. « *Noune dire si c'est pas possible mem, lerla fodé boites pas bouzer. Nou met bocou l'emphase lor sa. Si boite bouzé, nou koné ki pou*



arrivé. Tou kalité magouilles », a-t-il dit en rappelant le bulletin blanc retrouvé dans la nature au no. 3 aux dernières élections et le bulletin du no. 1 retrouvé dans les urnes du no. 19 lors d'un nouvel exercice de décompte. Il faut être vigilant, a-t-il insisté. L'utilisation des vans est aussi dénoncée. « *La loi parle de 'lorries' et pas de vans. Dans un camion, on peut voir ce qui se passe à l'intérieur alors que les vans sont fermés. Meilleur zafer c'est pas bouz boîte. Pena pou tire communiqué, demane parastatal sipaki pou amen van. Lor la, sa communiqué la dire bane dimoune apply. Ou koné kisanla pou apply la. Kisanla pou gagné. Pas dimoune indépendant ki pou gagné. MSM so dimoune ki pou gagné. Nou pa pou laisse élection coquin enkor la* », a martelé le leader de l'Alliance du Changement.

Navin Ramgoolam insiste aussi pour que l'utilisation des téléphones portables ne soit pas permise durant le vote. Les urnes teintées posent aussi problème, selon Navin Ramgoolam. Celles-ci auraient dû être transparentes afin de ne pas créer de méfiance. Il s'est dit néanmoins satisfait qu'il n'y aura pas de computer room cette fois-ci. Le leader du PTR et de l'Alliance du Changement s'est dit aussi satisfait du déroulement de la campagne électorale dans toutes les 20 circonscriptions. À l'opposé, a-t-il dit, de celle du gouvernement sortant dont le démarrage a été catastrophique, selon lui, et ce alors qu'il connaissait déjà la date des élections. Il a aussi dénoncé les oriflammes placées sur les rond-point, et a rappelé que l'alliance qu'il dirige a donné des instructions claires contre leur utilisation. Il a ainsi appelé la police à agir fermement.

Campagne mensongère

Outre le réajustement salarial, Ashok Subron s'est aussi attardé sur les mensonges propagés par le MSM concernant l'accord signé avec ReA, notamment sur une prétendue deuxième république et l'abolition du Best Loser System. « *C'est une campagne purement mensongère* », a-t-il dénoncé, en demandant à Pravind Jugnauth de venir s'expliquer sur sa position sur plusieurs points. « *Pravind Jugnauth ine décide pou fer bane amalgames dangereux, mensongère. Li pas pe koz la vérité. Li ene menteur* », a-t-il lancé. Paul Bérenger a abondé dans le même sens en exhortant la population de ne pas tomber dans le piège du gouvernement. Il a rejoint Navin Ramgoolam sur le nombre d'agent permis dans la salle de vote, passant de deux à un seul. « *Cela provoque beaucoup de soupçons. Ce n'est pas la commission électorale qui l'a fait. C'est le gouvernement qui l'a fait à travers le Président de la République. Si pena auken mauvaise intention, tire sa* », a prévenu le leader des mauves.

Meeting de lancement à Curepipe aujourd'hui

Les leaders de l'Alliance du Changement appellent unanimement les Mauriciens à assister en grand nombre au meeting de lancement aujourd'hui, dimanche 20 octobre, à Chasteauneuf à Curepipe. « *Votre présence est extrêmement importante. Li pou marque ene tournant pou sa élection ki pe vini la et pou l'avenir du pays* », a enjoint Richard Duval, tout en demandant à la population de rester vigilante contre la campagne malsaine et communale du gouvernement. « *Demain c'est zot jour. Sans bane travailleurs, sans bane jeunes, sans bane familles mauriciennes, nou pa pou kapave amen changement* », a exhorté, pour sa part, Ashok Subron.

Hécatombe au ML

Le parti d'Ivan Collendavelloo perd ses plumes

Le Muvman Liberater (ML) est actuellement secoué par une série de démissions qui reflètent une crise interne profonde. En l'espace d'une semaine, trois personnalités influentes du parti ont quitté leurs fonctions, soulignant des tensions grandissantes et des désaccords au sein du parti et plus largement de l'Alliance Lepep.

Le premier à claquer la porte fut Zahid Nazurally, ancien *Deputy Speaker* de l'Assemblée nationale, fonction qu'il a officiellement quittée le vendredi 18 octobre. Il a annoncé sa démission des instances du parti le 7 octobre lors d'une réunion du bureau politique du ML à Rose-Hill. Si les raisons précises de son départ n'ont pas été formellement exprimées, des rumeurs indiquent que cette décision pourrait être liée à l'absence de ticket pour les prochaines élections générales. Il aurait également manifesté à plusieurs reprises son mécontentement à l'égard de certains collègues du gouvernement et du Premier ministre, Pravind Jugnauth, alimentant les spéculations sur un climat de désaccord ayant conduit à son départ. D'ailleurs, la façon impartiale dont il présidait les séances parlementaires n'était pas appréciée au sein du gouvernement.

Deux jours plus tard, c'est Ismaël Rawoo, leader adjoint du ML et député de la circonscription n°13 (Rivière-des-Anguilles-Souillac), qui a annoncé sa démission. Dans une lettre adressée à Ivan Collendavelloo, leader du ML, il a critiqué la position subalterne du parti au sein de l'alliance gouvernementale, et a exprimé son désarroi face à l'incapacité du ML à défendre ses priorités et à influencer les décisions stratégiques, ce qui a érodé, selon lui, l'influence du parti et sa capacité à représenter efficacement ses électeurs. Ismaël Rawoo a également dénoncé le manque de soutien de la direction du parti, précisant qu'il avait dû travailler seul dans sa circonscription sans aide adéquate.

Enfin, le 15 octobre, Ken Fong, conseiller municipal et ancien maire de Beau-Bassin-Rose-Hill, a lui aussi présenté sa démission.

Dans une lettre brève, il a remercié Ivan Collendavelloo et affirmé qu'il garderait de bonnes relations avec les membres du ML. Il a déclaré à *Sunday Times* que plusieurs raisons l'ont poussé à prendre cette décision.

« *L'affaiblissement du ML mo trouve sa inacceptable dans le sens que 2014 tou ban candidats ML inn élu très honorablement et ti bizin consolide parti la. Nou inn subir humiliation lor humiliation, et surtout mo ti dir en avril/mai ki avec arrivée PMSD le ML pou affaibli davantage et mo ti ena raison* », dit-il. « *Mo finn surpris ek démission Ismaël Rawoo, mo pa ti atane. Concernant Zahid Nazurally c'est vrai ki ti ena ban signes de frustration légitime. Monn koz avec Ivan Collendavelloo lor traversée du désert du ML pendant sa 4 ans la au sein du gouvernement, be eski ena garantie ki si l'alliance Lepep revinn au pouvoir sa pou évoluer ? Mo ena ene l'amertume personnelle ki mo finn exprimer avec nou leader. Kifer li pa defane so ban membres ? Peut-être ki so entourage mal conseil li* », ajoute-t-il.

Par ailleurs, il dénonce l'inaction du gouvernement face à la prolifération de la drogue dans sa région de Camp-Leveux. Selon lui, malgré ses avertissements répétés, le parti n'a rien fait pour lutter contre ce fléau qui touche de plus en plus de jeunes. Il reproche aussi à l'Alliance Lepep d'avoir négligé la communauté sino-mauricienne, soulignant que l'absence de candidats issus de cette communauté constitue un véritable « *manque de reconnaissance* ».

Ces démissions successives révèlent une désaffection croissante au sein du ML, dont plusieurs membres expriment leur frustration quant à leur rôle marginalisé dans l'alliance gouvernementale. Le parti, autrefois perçu comme une force influente au sein de l'Alliance Lepep, semble aujourd'hui perdre de son éclat. Les



critiques concernant le manque de soutien interne, l'absence d'influence dans les décisions gouvernementales et la gestion électorale semblent être les principales causes de cette vague de départs.

Parallèlement, Ivan Collendavelloo, le leader du Muvman Liberater qui avait été évincé de son poste de *Deputy Prime Minister* et ministre des Utilités publiques en juin 2020 en raison du scandale de corruption lié au projet de la centrale thermique St-Louis, a récemment été blanchi de toute implication. Après plus de quatre ans d'enquête, aucun élément compromettant n'a été trouvé contre lui, ce qui écarte toute poursuite judiciaire. Cependant, ce scandale a eu un impact considérable sur sa carrière politique, le reléguant du rang de numéro 2 du gouvernement à simple backbencher.

Cette situation fragilise considérablement le ML à l'approche des élections générales de 2024. Alors que des figures clés quittent le navire, des questions se posent sur la capacité du parti à maintenir son unité et son rôle au sein de l'alliance gouvernementale, alors qu'il a obtenu cinq tickets. Le Muvman Liberater semble désormais à la croisée des chemins, et son avenir politique est plus incertain que jamais.

Affaire Kistnen

«La famille d'abord», dit Ken Fong

Ken Fong a exprimé à *Sunday Times* sa déception face à l'absence d'avancées dans l'enquête sur le meurtre de son beau-frère, Soopramanien Kistnen, ce qui a contribué à le faire remettre en question son affiliation politique. « *Bokou dimoun pa ti koné ki Kistnen mo bofrère. Fer 4 ans. Mo finn fer confiance lapolice ek Premier ministre pou resoud l'enquête la mais pann*

trouv narien vini. » Sa présence à une réunion de l'Alliance du Changement récemment, où Navin Ramgoolam a promis de tout mettre en œuvre pour résoudre ce meurtre, témoigne de son désir de voir justice rendue. Pour Ken Fong, soutenir un gouvernement qui semble ignorer de telles injustices est devenu inacceptable, et il se tourne désormais vers des formations qui se montrent plus engagées à faire éclater la vérité.

Voir interview : <https://fb.watch/vhKb1JZ17d/>



NOTICE FOR CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Ms. Émy PALANEE of Ruisseau Rose, Montagne Longue, has applied to the Honourable Attorney-General for leave to change her surname PALANEE into that of SORNUM so that in the future she shall bear the name and surname of Émy SORNUM.

Objections, if any, should be filed in the registry of the Office of the Attorney-General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Applicant: Ms. Émy PALANEE
Date: 20 October 2024

Alliance Lepep : Nouvelles investitures

Ces ministres sortants et leurs casseroles

Contrairement à d'autres collègues moins chanceux, ces ministres sortants ont obtenu la grâce de leur leader ou partenaire d'alliance, Pravind Jugnauth. Pourtant, leur bilan n'est pas si élogieux, certains traînant même des casseroles à la pelle.

Dorine Chukowry



« *Malgré la vie chère, Mauriciens pe vive bien. Mo invite zot tanto alle dessane dans bane malls à travers le pays, alle gueté komié dimoune pe manzé dehors. Tou restaurants rempli* », avait dit la ministre sortant du Commerce. Ce qui avait été perçu comme une insulte par la population. Autre polémique : elle avait insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de pénurie d'œufs alors qu'il y en avait bel et bien. De plus, elle avait affirmé que le prix des œufs, qu'elle ne trouvait pas cher, variait entre Rs 8,50 et Rs 10, avant d'être désavouée par une enquête menée par l'ACIM qui a établi que les prix des œufs étaient en réalité au-dessus de Rs 11.

Joe Lesjongard



Affaire CorexSolar, déficits à la hausse (Rs 4 milliards rien que pour le CEB en 2023), et revenus à la baisse pour le CEB, la CWA et la WWA, l'eau 24/sec, contrats de la CWA attribués à Geeanchand Dewdaneé à travers *Insite Construction Ltd*, irrégularités concernant le remplacement des tuyaux sous la gestion de Prakash Maunthroo à la CWA... Ses responsabilités en tant que ministre sortant de l'Énergie et des services publics laisse grandement à désirer. Mais pourtant le président du MSM a de nouveau obtenu les faveurs de son leader, bien qu'il ne soit pas accueilli à bras ouvert au no. 4 où il a eu une investiture.

Leela Devi Dookun-Luchoomun



Lee-la, Lee-pa la... La ministre de l'Éducation a systématiquement joué au chat et à la souris avec les élèves, d'où la fameuse question. Enseignement en ligne catastrophique, manque d'enseignants, manuels scolaires manquant à l'appel, faillite totale de l'*Extended Programme*, élèves se retrouvant hors du système éducatif, mort lente des collègues privés payants avec la complicité de son époux qui dirige la PSEA... Elle laisse un lourd et regrettable bilan au ministère, après avoir mis l'avenir de nos enfants en péril. Même si elle a eu l'occasion de se présenter de nouveau devant l'électorat, elle fait néanmoins le saut du no.8 au no. 7. Désaveu du Premier ministre sortant ?

Sudheer Maudhoo



Qui a oublié la marée noire causée par le naufrage du *Wakashio* ? Sa mauvaise gestion a révolté toute la population, poussant plus d'une centaine de milliers de personnes dans la rue après la Covid-19. Pas que. On se souviendra aussi de l'épisode « *jacket vert* » lors de la comparution du ministre Maudhoo en cour. La guéguerre entre conseillers au conseil de district de Flacq ne lui est pas étrangère. Sans oublier que son neveu, également conseiller

Vikram Hurdoyal



Il a été révoqué comme ministre de l'Agro-industrie en février dernier. Il a ensuite démissionné comme député de l'Assemblée nationale provoquant une élection partielle qui n'a jamais eu lieu. Et il a ensuite été de nouveau présenté comme candidat lors des prochaines élections générales, toujours au no. 10 et toujours sous la bannière du MSM. Avec ce petit jeu malsain et anti-démocratique, Pravind Jugnauth et Vikram Hurdoyal insultent bien entendu l'intelligence de la population. D'autant qu'on ne saura jamais les réelles raisons de sa révocation et la véritable intention derrière sa nouvelle investiture. Les allégations ne le quitteront cependant pas, y compris celles concernant le « *seva* » auprès de jeunes femmes. Avec un tel boulet au pied, le « *grand Titanic* » coulera plus vite qu'il ne le croit.

Sunil Bholah



Il était initialement hors course pour les prochaines élections. Mais il a finalement été repêché pour briguer les suffrages au no. 5, pour prêter main forte à Ravi Rutnah et Soodesh Callichurn, d'autant que le Dr Navin Ramgoolam, leader du PTR et de l'Alliance du Changement y occupe chaque pouce de terrain. Plus ou moins discret, la gestion de Sunil Bholah n'est pas tout à fait sans histoire, un de ses voyages officiels ayant été financé par les contributions des coopératives.

Soodesh Callichurn



Manish Roy. Ce nom a été balancé par Navin Ramgoolam lorsqu'il avait évoqué Soodesh Callichurn à un meeting à Triolet. De qui s'agit-il ? Est-il une « *nuisance value* » pour le ministre sortant du Travail ? Il paraît que c'est un prête-nom... Bref, ses relations alléguées avec les frères Gurroby, dont l'un avait été arrêté dans le sillage de la saisie record de 243, 5 kilos d'héroïne et de 26 kilos de haschisch, et le rôle joué par son ministère pour permettre l'importation de 22 millions de ti papier au coût de Rs 460 millions ont aussi fait polémique. Sans compter le cafouillage causé autour de la question de la relativité salariale.

Deepak Balgobin



Qui l'aurait cru ? Le ministre « *laptop éclaté* » revient. De quoi nous faire éclater de rire. Et cette fois-ci, il a même eu une promotion, puisqu'il est désormais le colistier du Premier ministre sortant. On ne sait toutefois pas à quoi il doit cette montée en grade. Est-ce pour le nanosatellite coûtant Rs 28 millions qui a eu vite fait de se désintégrer dans l'espace ou pour le scandale *E-Health* ?

Kalpna Koonjoo-Shah



Entre le juron proféré et le 'dodo' qu'elle a fait en pleine séance parlementaire, ses sautes d'humeur au sein de son ministère ou ailleurs, la mauvaise gestion des *shelters* tombant sous la tutelle de son ministère, son voyage en première classe pour assister à la Dubai Expo 2020... La liste est longue, mais son bilan est peu élogieux. Elle a d'ailleurs été mutée de la circonscription

no. 7 à la no. 11 pour les prochaines élections. Résultat de son impopularité sur le terrain alors qu'il y a cinq ans de cela, elle se disait fière d'être la relève de SAJ dans la circonscription no. 7.

Bobby Hureeram

« Bobby est le Bahubali de la construction ». C'est le député sortant Kenny Dhunnoo qui l'avait dit. Mais le Bahubali n'est pas aussi compétent qu'il le prétend. La NDU, tombant sous le ministère des Infrastructures nationales qu'il dirige, a fait preuve de grosse négligence concernant la démolition d'un mur de soutènement à Tranquebar. Ce qui a éventuellement provoqué l'effondrement de la maison de la famille Ramsahaye, et exposé deux autres maisons à des risques similaires. Inondations désastreuses et même meurtrières en dépit de gros investissements prévus pour les drains – d'ailleurs seulement 4% des projets de drains ont été réalisés au cours des trois dernières années selon le rapport de l'audit 2022-2023, coûts grossis en raison du retard des projets... Bahubali a tout simplement échoué.



Alan Ganoo



Il a mis plus d'énergie à défendre l'investissement de sa protégée Tania Diolle que dans son ministère. Situation chaotique à la NLTA, tramway qui a provoqué plus d'accidents que résolu le problème de congestion routière, accidents en hausse... Un bilan qui ne fait pas honneur à un *Senior Minister* et partenaire d'alliance du Premier ministre.

Ivan Collendavello

Saint-Louis Gate. Cette affaire lui a coûté son poste de *Deputy Prime Minister* et de ministre de l'Énergie dès le début de ce mandat, soit en juin 2020. Pendant plus de quatre ans, il a siégé comme *backbencher*, sans grande influence



et sans son mot à dire. Il aura attendu patiemment de récupérer son portefeuille ministériel. En vain. Ce n'est qu'en cette fin de mandat qu'on entend dire que la FCC ne logera aucune charge contre lui. Entretemps, son parti, le ML, s'écroule comme un château de cartes.

Mahen Seeruttun



Il était l'un des rares ministres à ne pas traîner de casseroles au sein du gouvernement de Pravind Jugnauth. Mais il n'a pas laissé d'empreinte pour son travail ministériel non plus. Il a failli non seulement sur le dossier de la sécurité alimentaire, mais il est aussi à blâmer pour la pénurie d'oignons qui a exacerbé la colère des consommateurs. Sans compter que le jardin SSR à Pamplemousses, tombant sous sa tutelle, est devenu un *eye-sore* pour les Mauriciens aussi bien que les touristes.

Kailesh Jagutpal



Il a été, dès le début de son mandat, sous le feu des projecteurs en raison de la Covid-19. Sa gestion a été beaucoup décriée. Mort des dialysés, scandales d'*Emergency Procurement*, dont *Pack & Blister*, *Hyperpharm*, quincailleries, nourritures expirées dans les hôpitaux, pénurie de médicaments... La liste de reproches et d'allégations est longue. Mais il a cependant joui d'un soutien sans faille de la part du Premier ministre sortant, laissant croire qu'il y a probablement une complicité quelque part.

Renganaden Padayachy



Que dire de lui ? Inflation, dépréciation et dévaluation de la roupie, caisse vide de la CSG, taxation déguisée à travers la CSG, impression de nouveaux billets, maquillage des indicateurs économiques... Certes, il donne d'une main à travers les différentes allocations sociales, mais il reprend de l'autre. Sa politique est d'ailleurs basée presque exclusivement sur la consommation et la construction, en l'absence de nouveau pilier économique.

Fazila Jeewa-Daureeawoo

Effacé... C'est ainsi qu'on peut qualifier son rôle en tant que ministre. Une polémique l'a néanmoins secouée : la controverse entourant les Rs 154 milliards du *National Pension Fund* et les Rs 43 milliards du *National Savings Fund* (NSF). « Ces fonds n'ont pas disparu », insiste-t-elle, mais ses arguments peinent à convaincre devant les faits.



Kavy Ramano



Ministre *full-time* et notaire pendant son temps libre. Il a été au centre d'un conflit d'intérêts qui a laissé une tâche sur son passage au ministère de l'Environnement. L'octroi souvent controversé des permis EIA, absence de réactivité et de proactivité concernant l'érosion des plages, retard dans la production d'énergie renouvelable... Bref, peu flatteur.

Internet gratuit pour chaque famille

Une mesure audacieuse et transformative de l'Alliance du Changement

L'une des mesures clés de l'Alliance du Changement est l'accès gratuit à l'internet pour chaque famille. Cette initiative reconnaît le rôle crucial que joue l'internet dans la vie moderne. Elle s'aligne sur la position adoptée par les Nations Unies, l'UNESCO et l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), qui reconnaissent l'accès à l'internet comme un droit fondamental et un bien public.

Cependant, cette mesure a rapidement incité le gouvernement en place à proposer sa propre version : l'accès gratuit à l'internet mobile pour les 18-25 ans. Bien que cette mesure puisse avoir ses bienfaits, elle ne correspond pas au principe selon lequel l'accès à l'internet est un droit fondamental et un bien public.

Dans cet article, nous expliquons pourquoi la mesure de l'Alliance du Changement représente un plan inclusif et visionnaire. Nous aborderons également la question inévitable de la mise en œuvre et du financement de cette mesure. Par ailleurs, nous examinerons brièvement pourquoi la version proposée par le gouvernement ne correspond pas aux principes établis par les Nations Unies et l'UIT, et pourquoi sa mise en œuvre a été mal ficelée.

Internet gratuit pour chaque famille : Une mesure au cœur de l'inclusivité

Les Nations Unies reconnaissent l'internet comme un droit humain, le considérant essentiel aux droits et libertés fondamentaux des personnes. L'Union internationale des télécommunications (UIT) vise à garantir que tout le monde ait accès à un internet fiable et sûr, à un coût moindre (sinon gratuit) avec pour objectif l'accès universel d'ici 2030.

Dans ce contexte, l'accès gratuit à l'internet pour chaque famille répond à ces objectifs. Il garantit que chaque famille Mauricienne puisse accéder à l'internet et aux services numériques nécessaires. Tout d'abord, il assure l'inclusivité et veille à ce que personne ne soit laissé pour compte, notamment :

- **Pour les étudiants** : Aujourd'hui, l'apprentissage en ligne et les plateformes d'e-learning sont devenus indispensables. De plus, de plus en plus d'outils éducatifs et de recherches se font en ligne.
- **Pour les professionnels** : La pandémie a transformé l'environnement de travail, et le télétravail est désormais une caractéristique permanente. L'accès à un internet fiable et abordable est essentiel pour soutenir les professionnels, entrepreneurs et petites et moyennes entreprises.
- **Pour les personnes âgées** : Les services de santé en ligne (*e-health*) et bien d'autres services se numérisent, et l'accès à l'internet est indispensable pour soutenir les personnes âgées et améliorer leur qualité



de vie. De plus, l'accès à l'internet permet aux personnes âgées de rester engagées dans la communauté et de rester en contact avec leurs proches.

L'Alliance du Changement s'assure que tous les Mauriciens, quel que soit leur groupe social, économique ou âge, puissent accéder librement aux opportunités offertes par l'internet, y compris l'éducation, la santé, la participation économique et les loisirs. Cette mesure renforcerait également le potentiel économique du pays en améliorant la littératie numérique et en permettant à la main-d'œuvre d'acquérir de nouvelles compétences. Cela encouragerait à son tour l'innovation, l'entrepreneuriat et les petites entreprises, ce qui contribuerait à la croissance économique.

Mécanismes de financement

Une des questions qui revient souvent pour l'Alliance du Changement au sujet de telles mesures est de savoir quels seront les mécanismes de financement et si des fonds publics (l'argent des contribuables) seront utilisés.

Il existe plusieurs mécanismes de financement durables et responsables que l'Alliance du Changement pourrait envisager, sans recourir aux fonds publics :

- **Services internet à plusieurs niveaux** : Le régulateur sectoriel pourrait exiger des opérateurs qu'ils incluent dans leur modèle de tarification un palier dédié à l'accès gratuit à l'internet, et où des services premium (par exemple, des volumes de data plus élevées) subventionneraient le service gratuit.
- **Utilisation de l'Universal Service Fund (USF)** : L'USF est un mécanisme déjà existant dans le cadre réglementaire et est financé par les opérateurs de télécommunications. Son objectif est précisément d'élargir l'accès aux services numériques. Les fonds du USF pourraient être utilisés pour cette initiative. Cela garantirait une utilisation efficace des fonds, encouragerait la transparence et minimiserait le recours à l'argent des contribuables.
- **Un National Broadband Network** : Maurice ne dispose pas véritablement d'un *National Broadband Network*. Le *CEB Fibernet* pourrait jouer ce rôle à l'avenir. En attendant, le gouvernement, via le régulateur, pourrait veiller à ce que les infrastructures soient accessibles de manière rentable, et que les services Internet soient fournis à tous.

Pourquoi la mesure du gouvernement pour les 18-25 ans est insuffisante ?

Certes, loin de nous, l'idée que l'accès gratuit à l'internet mobile pour les 18-25 ans proposé par le gouvernement est dénué de mérite. En effet, nous considérons que toute initiative élargissant l'accès est positive. Cependant, cette initiative semble davantage être une réaction qu'un plan bien réfléchi.

Elle ne répond pas aux objectifs en termes de portée et d'implémentation :

- **Portée limitée : Exclusion des principales catégories démographiques** Le principal défaut est que cette mesure ne concerne que les 18-25 ans. Comme mentionné plus haut, l'accès gratuit à l'internet est aujourd'hui un droit fondamental, et chaque groupe d'âge en a besoin, que ce soit pour l'enseignement en ligne, le télétravail ou l'*e-health*. Pour qu'une mesure soit discriminatoire en soi, il doit y avoir une raison valable, et malheureusement, dans ce cas, il n'y en a aucune.
- **Problèmes de gouvernance** Comme indiqué plus haut, le cadre réglementaire contient déjà des mécanismes de financement pour de telles mesures, avec peut-être les ajustements appropriés. L'*Universal Service Fund* a été spécialement conçu pour élargir l'accès aux services numériques. Cependant, le gouvernement a choisi d'utiliser directement l'argent des contribuables via la MRA. Cela semble étrange, car cela contourne un mécanisme établi qui aurait permis de garantir un contrôle approprié des fonds utilisés.
- **Inefficacité financière et coûts gonflés** Il semble que le gouvernement rembourse les opérateurs télécoms aux prix de détail pour ces forfaits. Toute initiative sociale devrait être facturée au coût, sans ou avec des marges minimales. Nous estimons que c'est un usage inefficace des fonds publics, et cela résulte du contournement des mécanismes réglementaires déjà en place. En veillant à une utilisation efficace des fonds, le gouvernement aurait pu étendre l'accès à d'autres groupes d'âge.

Conclusion

La proposition de l'Alliance du Changement d'offrir un accès gratuit à l'internet à chaque famille Mauricienne est une mesure globale et inclusive. De plus, nous pensons qu'il existe plusieurs mécanismes de financement sans recourir à l'argent des contribuables. Si l'Alliance du Changement est élue, nous les inciterions à envisager des mécanismes de financement intelligents et des partenariats, afin d'éviter de tout financer directement via l'argent des contribuables. Cela constituerait une véritable solution pour combler la fracture numérique et assurer que chacun à Maurice soit connecté.

■ Par Sandiren REDDI

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

A wind of change is definitely blowing at the horizon ?

The general conception is that majority of voters do not approve the continuous blunders of this now caretaker government of Jugnauth. These blunders have been very costly to the living conditions of the population and even to its morality. It is a fact that the system of governance by this caretaker government has failed tremendously on all aspects. From the way things are going on, it would appear that it is too late now for this caretaker government to review its policies, performances and structure in order to stand the test of time in the near future.

During that past decade, the PM has never succeeded to review this trend of the public opinion? I imagine with a population that had it so bad under this Jugnauth government for that past decade, a change is bound to happen. Many people will definitely look for a change in our political system. Of course, this could be a difficult task for an already repressed population to make his choice of preferences on any other political parties in the Opposition. However, it would seem that the population will have to choose between the Devil and the Deep blue sea.

On the other side, Jugnauth is bending over backward to maintain power which is gradually fading away from his party. How the hell will he preserve such political power when surrounded by lame duck politicians?

As far as Xavier Luc Duval (XLD) is concerned, he has always been a controversial character in various political issues thus causing disagreement with even his own father Sir

Gaëtan Duval, leader of PMSD as well as with his uncle Herve Duval (senior). It is a fact that Xavier Luc Duval has never been on the same wavelength of his father, Sir Gaëtan Duval and of his uncle, Herve Duval (senior) in certain political matters.

With all those years gone by, one would have thought that Xavier Luc Duval's old attitude about his ideology in politics has changed but that's not the case. Despite the fact that Xavier Duval has always been regarded as a polite British-like gentleman, many people could not understand his sudden change of attitude lately. What's behind his true reason to leave Ramgoolam-Berenger's alliance all of a sudden on the very eve of a general election 2024? If that is not a betrayal, how does one call this then? His true motives and reason is to cross the floor just to jump on the Jugnauth's MSM wagons. This is the only aim of Xavier Duval to leave the PTR-MMM alliance!

Consequently, such an unexpected decision of XLD to leave could have caused great damage to the future of the PTR-MMM alliance. Thank goodness, Ramgoolam was quick to foresee and act on the spot of XLD's strategic treacherous plan and managed to save the PTR-MMM alliance from marginalisation. Since then, three other ex-PMSD members have joined the PTR-MMM's alliance.

It is true to say that by joining MSM, XLD would definitely commit a political suicide. Such was a grave miscalculation on the part



By Ahmad Macky

of XLD. In fact, XLD has burnt his own boots to move further. It is obvious that today, the PMSD is history. Will XLD be able to revive the PMSD in future?

Only time will tell! I reckon that Duval and his PMSD are fading away into oblivion.

Regarding Ramgoolam as an experience politician, he should enhance his chance of good leadership by getting close acquaintance with other extra-parliamentary oppositions. By doing so, he could get their support politically. Let us not forget that these extra-parliamentary oppositions are fighting the same old fight of the PTR-MMM-ND-ReA to save the country from autocracy. Who knows in the last moment certain of the extra-parliamentary oppositions could: "donne le mot d'ordre" to support the PTR-MMM-ND-ReA just to save this country from ruin and disaster?

Today, in the Mauritian context, our electors are used to their political tradition rather than to adopt political transition. In fact, the new alliance between PMSD and MSM could be a blessing in disguise for the PTR-MMM-ND-ReA which could lead such an alliance to victory as well as a triumphant return of Ramgoolam as PM.

A l'occasion des élections générales du 10 novembre 2024

Nous aurons bientôt de nouvelles élections générales. La campagne électorale a déjà commencé. C'est un moment important pour l'avenir de notre pays et le Conseil des Religions ne peut rester sans parole et sans apporter une contribution en rappelant certaines valeurs qui font partie de notre héritage religieux. Nous n'avons pas le droit de nous désintéresser de la politique. Chaque citoyen a un devoir en conscience d'aller voter.

Ce que nous devons éviter :

• La violence

Au cours d'une campagne électorale, on peut facilement exciter les passions et créer des réactions qui deviennent difficiles à contrôler. La violence verbale fait reculer la maturité politique des électeurs. La violence verbale est un signe de faiblesse ; elle déclenche facilement la violence physique et l'usage de moyens qui pourrait semer la terreur ou intimider les électeurs.

• La démagogie

Au cours de la campagne électorale, la tentation est grande de se lancer dans la démagogie. La démagogie est une arme dangereuse. Elle fait miroiter les promesses merveilleuses

qu'on sait bien qu'on ne pourra pas tenir. Elle traite ainsi les électeurs comme des enfants.

La responsabilité des hommes politiques :

Pour que la politique garde ses lettres de noblesse, son caractère sérieux, nous demandons aux hommes politiques de ne pas jouer sur le clavier de la peur et de s'adresser plutôt à ce qu'il y a de plus profond dans la culture du Mauricien : à son intelligence, à ses possibilités d'analyse et de réflexion. Au-delà de la passion partisane, gardons sans cesse les yeux fixés sur l'horizon de l'avenir, du bien commun de la société mauricienne à construire.

Les responsabilités des électeurs :

Les électeurs portent aussi la responsabilité du climat dans lequel se déroulent les élections. Si les électeurs ne font pas un effort pour interpellier les candidats sur le contenu de leur programme, si nous ne sommes pas exigeants pour demander des précisions et des éclaircissements, comment pourrions-nous être les témoins des valeurs que nous jugerons importantes pour le progrès de la société mauricienne ?

Les valeurs qu'il faut sauvegarder :

• La liberté

Il y a des libertés démocratiques inscrites dans la constitution. Nous pensons aussi à la liberté religieuse, aux libertés fondamentales d'opinion, d'expression et d'association.

• La justice

Il ne suffit pas d'être contre la corruption, le favoritisme, et de ne le dénoncer qu'en paroles, il faut encore un traitement égal pour tous qui se traduise aussi au niveau de la législation.

• Le respect mutuel dans une société pluraliste

Une troisième valeur importante dans un pays multiracial et multi religieux comme le nôtre, c'est de promouvoir le sentiment national, de pouvoir accueillir et favoriser la compréhension et le respect mutuel entre les races, les religions, les cultures et de bâtir l'unité dans la diversité. Cette unité nationale, que nous désirons tous, est difficile à construire dans notre contexte, c'est pourquoi il est d'autant plus important que le fondement de cette construction repose sur le soubassement solide de la liberté et de la justice.

Conclusion

Nous pensons que Dieu est à l'œuvre dans le monde pour le transformer et le rendre meilleur. Il est à l'œuvre par une puissance qui ne « contraint » pas mais qui « invite ». Nous invitons tous les hommes religieux et tous les Mauriciens de bonne volonté à prier pour que les élections soit l'occasion d'un sursaut de générosité qui permettra à notre pays de continuer à progresser.

Conseil des Religions
16 octobre 2024

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Demandes de la C.E.A

Avec les élections générales qui approchent à grands pas, la Consumers' Eye Association a décidé de publier ses demandes au nom des consommateurs afin que tous les partis politiques envisagent de les inclure dans leurs manifestes électoraux :

1. Un nouveau projet de loi moderne pour la protection des consommateurs. Les lois qui existent actuellement datent du millénaire précédent et ne sont plus effectives pour protéger les consommateurs des abus
2. Un service de qualité dans toutes les institutions publiques et le transport public pour toute la population, mais avec une attention spéciale pour les personnes en situation de handicap, un service qui est *user friendly*. Par exemple, accès aux chaises roulantes
3. Une « Freedom of Information Act » pour que la population soit mieux informée des décisions prises par le gouvernement, et non que l'on nous dise qu'il s'agit d'informations privilégiées qui ne peuvent être divulguées au grand public
4. Prévoir des consultations régulières entre les autorités gouvernementales et les associations de consommateurs
5. Prévoir un siège pour un représentant des consommateurs dans les comités qui décident directement de tout ce qui affecte le coût et la qualité de la vie. Par exemple, le 'Petroleum Pricing Committee' qui décide du prix de l'essence et du diesel, et instituer un comité de santé pour assurer qu'il n'y a pas de manquements dans la qualité des services que le grand public reçoit dans les institutions hospitalières car c'est sur ce thème que la CEA reçoit le plus grand nombre de plaintes
6. Revoir les services prodigués par les municipalités, *district councils* et *village councils* pour améliorer la qualité et l'efficacité du service local. Instaurer un service d'audit et avoir au moins 2 membres du public pour siéger dans ce comité pour assurer que ce n'est pas juste pour la galerie
7. Faire et appliquer des propositions pour un meilleur contrôle du prix des denrées de tous les jours et instituer une méthode pour vérifier les promotions à la pelle qui sont quasi permanentes
8. Des propositions bien définies pour que l'eau soit disponible 24/7 et que ce ne soit pas des effets d'annonces. Egalement, commencer un projet de 'Rain Harvesting'
9. Un meilleur contrôle sur les méfaits de la drogue avec un programme bien défini, pratique et vérifiable

10. Commencer un projet national pour encourager, aider et guider le grand public à cultiver des fruits et des légumes au minimum pour leurs besoins personnels
11. Un meilleur contrôle des gaspillages des fonds publics qui découlent des rapports de l'audit et du *public accounts committee*, des sanctions appliqués contre ceux et celles qui sont coupables et des mesures mises en place pour améliorer le ou les services

Nos demandes sont très raisonnables et ne nécessitent pas trop d'efforts, juste de prendre en considération que les élus doivent être disponibles sur le terrain et avoir un moyen de communication accessible. Malheureusement, trop souvent, ils ne répondent pas au téléphone, au numéro pourtant obtenu facilement pendant la campagne électorale, et n'ont pas de réunions régulières pour rencontrer leurs mandants. La CEA accepte le fait qu'ils/elles aient beaucoup de travail et responsabilités mais un bon moyen de communication par l'intermédiaire au moins de leur attaché de presse peut faire la différence pour ceux et celles qui sont vraiment en difficulté et ont besoin d'être conseillé à un moment précis et ne savent pas vers qui se tourner. Nous essayons de faire de notre mieux pour les guider mais nous faisons également face à des difficultés pour parler ou rencontrer quelqu'un qui a l'autorité et peut faire la différence. A bon entendeur, salut !

Claude Canabady
Secrétaire général
Consumers' Eye Association

La sobriété en paroles

Discours de Sayyiduna Abdul Qadir Jilani (R.A)

Le Shaykh a prononcé ce discours le vendredi 21 Jamadul Awwal en l'an 545 Hijri. Voici une version traduite :

Le Prophète Mohammed (pssl) disait : « Toutes les paroles, à l'exception de celles qui peuvent servir à encourager le bien ou à éviter le mal, tourment au désavantage de l'homme qui les prononce ; seules les premières lui sont avantageuses. »

Sous une autre forme, un autre hadith éclaire encore cette vérité : « Celui qui se tait est en sécurité ; celui qui parle beaucoup augmente le poids de ses fautes ; celui dont les fautes augmentent accumule les péchés ; celui dont les péchés augmentent en nombre s'expose au tourment du feu. »

Ô assistance ! Ô vous qui vous êtes réunis ici pour écouter mes conseils, dans l'intérêt de votre sécurité, et pour ne pas encourir de tourment : parlez peu ! Ne remplissez pas les pages du livre où s'enregistrent les actes de votre vie par des bavardages. Au Jour du Jugement, ce qui vous sera utile, ce n'est que le souvenir de Dieu (Zhikrullah).

L'attrait des biens, en général, vous capte et vous attire, et leurs maux vous conduisent à votre perte. Un hadith nous recommande d'apprendre tout d'abord la jurisprudence, puis d'éloigner du cœur tout ce qui n'est

pas en Allah et pour Allah.

Ô mes fils ! Abstenez-vous du monde (Dounia) et dirigez-vous vers Allah. En vous tenant à l'écart, et dans une vie calme et solitaire, vous éviterez la fréquentation des potentats vaniteux, des riches et des parvenus ; des seigneurs ou de leurs vassaux, et ainsi vous serez à l'abri d'une foule de tribulations.

Quant à vous, pédants (prétentieux), soyez sensés ! Ayez honte, Allah vous voit et vous entend ! A tout venant vous conseillez la piété, mais vous n'aspirez qu'à la richesse. Vous n'aimez que le monde !

Ô vous qui aimez le monde, craignez le monde ! Il peut vous anéantir. Le monde est semblable à une femme intrigante et cupide qui aurait aimé beaucoup d'autres hommes avant d'avoir songé à vous ; et à qui elle aurait dit comme à vous qu'elle les aimait. Gardez-vous de cette femme ! Ne mangez pas des mets qu'elle vous offre ; ne portez pas les habits avec lesquels elle veut vous vêtir ; ne soyez pas sensible à ses flatteries.

Cela, croyez-le, parce qu'au moment où le monde semblera favoriser vos vœux, il s'apprête déjà à vous délaisser et à vous trahir. D'anciens dictons disaient déjà : « Lorsqu'une chose parvient à triompher, sa

ruine et son déclin sont encore plus sûrs à escompter ».

Soyez donc constamment détachés et circonspects, réservés et modestes, car Allah vous observe ; rien ne Lui est caché de vos secrets. Chaque minute qui tombe emporte vos actes, et leurs mobiles sont pesés par Allah. Ô apostats ! Malheur à vous !

Ô peuple ! Tes prières ne retombent pas sous terre, elles s'élèvent au contraire aux cieux. Le Coran dit :

« Si quelqu'un désire la grandeur, celle-ci appartient entièrement à Allah ! Vers Lui montent les bonnes paroles, et Il élève auprès de Lui les bonnes actions. » (Coran 35, 11)

Les bonnes paroles sont le témoignage de l'unité divine et des prières. Mais ce qui élève auprès d'Allah, ce sont les bonnes actions. Les bonnes paroles sont sans valeur, si de bonnes actions ne les réalisent pas.

Abdus Saboor Mohamed Saleh

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Al Faalah Association célèbre le Yaum-Un-Nabi

Al Faalah Association, dirigée de main de maître par l'Ustadha Shamima Subratty, a organisé une fonction pour marquer le Yaum-Un-Nabi au centre Idrice Goomany à Plaine-Verte le dimanche 13 octobre dernier. Un événement marqué par la présence de hautes personnalités, dont l'ambassadrice de l'Égypte à Maurice, Abir Alam Eldin, et l'épouse de l'ancien Président de la République, Zohra Uteem, ainsi que des membres sortants du gouvernement. Au programme : lecture de versets coraniques, récitation de *naats*, causerie et un déjeuner pour clore la cérémonie en beauté, le tout dans une ambiance empreinte de spiritualité, de convivialité et de fraternité.

Le moment fort de l'événement a sans doute été l'intervention de l'Ustadha Shamima Subratty, entrecoupée par des éloges du prophète Muhammad (pssl), repris en chœur par une assistance très en verve composée principalement de femmes. La présidente de l'association a d'abord rappelé la signification du Yaum-Un-Nabi et les qualités du dernier prophète de l'Islam. « Il était chargé d'une mission : protéger l'ummah dans un contexte difficile, à un moment où les valeurs et les principes étaient inexistantes », a-t-elle fait ressortir. Huzoor Muhammad (pssl) est venu comme un exemple, non pas pour les

pour le bien, en dépit des critiques dont elles pourraient faire l'objet. Elle a aussi appelé les mères de famille à encadrer les enfants dès leur jeune âge, en leur prodiguant de bons conseils et en les incitant à suivre l'Islam. « Il ne faut pas que les enfants soient forcés à le faire. Il faut les convaincre avec beaucoup d'amour et d'empathie, en leur donnant le bon exemple », a-t-elle lancé, en évoquant les problèmes de la société, dont le fléau de la drogue qui affecte de plus en plus de nombreuses familles.



Musulmans, mais pour l'humanité entière, a-t-elle poursuivi. D'où l'importance de suivre ses enseignements et de les mettre en pratique.

L'Ustadha Shamima Subratty a aussi exhorté les femmes à suivre les pas de l'épouse et de la fille du prophète Muhammad (pssl), Khadija et Fatima respectivement, et a insisté qu'elles œuvrent

Propager l'Islam et œuvrer pour l'empowerment des femmes

Fondée depuis plusieurs années, Al Faalah Association œuvre inlassablement pour propager le message de l'Islam, promouvoir la lecture coranique, aider à l'épanouissement des jeunes, et surtout contribuer à l'empowerment des femmes, que ce soit à

travers des séances de *counselling* ou en leur fournissant l'aide et les conseils nécessaires visant à leur permettre de mettre en place des projets. L'Ustadha Shamima Subratty se fait aussi un point d'honneur à faire du travail social. Des visites dans des orphelinat sont régulièrement organisés, surtout durant le mois du Ramadan. Outre des cours coraniques dispensés aux enfants et aux dames, la présidente de l'association anime aussi des programmes religieux. Ce n'est pas tout, elle met aussi ses compétences de *counselling* au service des jeunes femmes ayant des problèmes maritaux.

Al Faalah Association ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et cherche à élargir son champ d'horizon. Elle caresse ainsi l'idée de se lancer dans un autre projet à l'intention des enfants en situation de handicap.



Le Muslim Ladies Council rend hommage à Pallavee Appigadoo



La semaine dernière, la présidente du *Muslim Ladies Council*, Mariam Goodur, et ses membres se sont rendus chez Pallavee Appigadoo et sa famille à leur résidence à Terre-Rouge pour rendre hommage à la jeune passionnée d'aviation. Cette visite était l'occasion de célébrer le parcours exceptionnel de Pallavee, une jeune pilote de 25 ans qui a récemment réalisé un exploit impressionnant en établissant une connexion aérienne entre l'Afrique du Sud et Maurice à bord d'un avion monomoteur.

Piloter un tel avion représente un véritable défi, nécessitant une combinaison de compétences techniques, de connaissances théoriques et de maîtrise de soi. Malgré les difficultés qu'elle a rencontrées, notamment un handicap à la colonne vertébrale

durant son enfance, Pallavee a démontré une détermination et une passion inébranlables pour atteindre ses objectifs. Le *Muslim Ladies Council* a souhaité saluer cette résilience en félicitant Pallavee pour son accomplissement. Grâce au soutien moral et financier de SACIM, ainsi qu'aux soins des meilleurs spécialistes médicaux en Inde, elle a pu surmonter les obstacles qui se dressaient sur son chemin.

Lors de cette rencontre, les membres du *Muslim Ladies Council* ont également eu l'opportunité d'assister à une démonstration de vol au 'Skydive', qui a eu lieu deux jours après leur première visite. À cette occasion, ils ont remis un trophée à Pallavee en reconnaissance de son parcours inspirant.

Vacancy: Imam

The Noor-E-Madina Masjid of Saint Julien Village is looking for a qualified and experienced Alim for immediate employment as Imam of the aforesaid Masjid.

Application: Send your updated CV to the 'Mutawalli' by:

- Post: Noor-E-Madina Masjid, Saint Julien Village
- Email on: masjid@sooneemohammedan.com
- WhatsApp: 59707028 / 58810143

Contact: Please call on 58810143 for more information

52nd INTERNATIONAL

SPIRITUAL TRAINING CAMP

on Saturday 26 October 2024
from 15h30 to after Esha (20h45)

at Deen-e-Islam Masjid Hall,
Candos Road, Modern
Square, Vacoas, Mauritius



SPIRITUAL FOUNDATION

Invites all Muslim Brothers and Sisters

Under the patronage and guidance of

Sheikh-e-Tariqat Hazrat Syed Muhammad Jilani Ashraf
Ashrafi-al-Jilani Kichhauchhavi

In the esteemed presence of World Renowned Sufi Scholar
Hazrat Allama Peer Syed Muhammad Husaini Ashraf
Ashrafi-al-Jilani Kichhauchhavi

- + Shouldn't we conduct Moral Audit of ourselves and of our deeds?
- + What do we mean by Sufi meditation?
- + How should we Purify our Hearts?
- + How to achieve security in this world and in the hereafter?
- + How to communicate with the Creator of the Universe, ALLAH?

For answers to these questions: come and benefit from this Event

Start: Qira'at, Naat, Welcome Speech- 15h30 to 16h00	
1 st Session 16h00 to 16h30	Topic: Come towards the Path of Righteousness - Siraat-ul- Mustaqeem - (Path of Allah)
Asr Salah 16h30 to 17h00	
2 nd Session 17h00 to 17h40	Topic: What is Tasawwuf (Sufism) in the light of Qur'an & Sunnah?
3 rd Session 17h40 to 18h20	Topic: Importance of Suhbah (Good Companionship)
Maghrib Salah 18h20 to 18h40	
4 th Session 18h40 to 19h10	Topic: Guidance for Moral Audit (Self Assessment)
5 th Session 19h10 to 19h45	Meditation and Moral Audit & Mehfil-e-Zikr (Remembrance of Allah)
Esha Salah 19h45 to 20h10	Final Dua 20h15 to 20h45

MEHFIL CONCLUDES AT 20h45 - Niyaaz (Takeaway) will be distributed.

Other programmes during Hazrat's Spiritual Tour
Meditation and Moral Audit followed by Mehfil-e-Zikr
Tuesday 22nd October after Esha Salah at Hanafee Masjid, Mesnil
Wednesday 23rd October after Esha Salah at Abu Bakr Siddique Masjid, Port Louis
Friday 25th October Jummah Salah at Glen-Park Sunni Masjid 12h30

For more information please contact:

Tawseef Latona Ashrafi : +230 58463566

Une juge enquête après une plainte contre le "fichage ethnique" de joueurs des années 2010 au PSG

L'affaire du fichage ethnique de joueurs au Paris Saint-Germain est relancée: une juge d'instruction parisienne enquête depuis quelques mois sur ces faits qui dateraient des années 2010, après avoir été saisie d'une plainte de la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

L'information, apprise mercredi de source proche du dossier par l'AFP, a été confirmée par le parquet de Paris, qui a indiqué avoir ouvert en mai une information judiciaire dans ce dossier déjà objet d'une première enquête classée en août 2022. «Le PSG n'a commis aucune discrimination, comme l'a démontré le parquet. Ce dernier a déjà indiqué avoir rendu un classement sans suite dans ce dossier», a réagi le club, défendu par Me Antoine Maisonneuve.

Fin 2018, un collectif de médias, notamment 'Mediapart' et 'Envoyé spécial en France', avait révélé que la cellule de recrutement du club parisien avait mentionné entre 2013 et 2018 des critères ethniques dans ses fiches d'évaluation de jeunes joueurs, classés comme «Français», «Maghrébin», «Antillais», «Africain». Le PSG s'était d'abord défendu en reconnaissant l'existence de «formulaires avec des contenus illégaux», l'imputant à une «initiative personnelle du responsable» de la «cellule de recrutement du centre de formation, dédiée aux territoires hors Ile-de-France», dirigée à l'époque par Marc Westerloppe, parti ensuite au Stade Rennais.



Mais rapidement, le quotidien 'L'Equipe' avait produit un document selon lequel des critères ethniques apparaissaient aussi sur des fiches de la cellule Ile-de-France. D'après la plainte dont l'AFP a eu connaissance, les «recruteurs remplissaient une case» dans un fichier «selon la couleur de peau de l'individu, elle indiquait français pour les blancs, africains pour les noirs, antillais pour les noirs des départements d'outre-mer ou encore beurre (sic) pour personne maghrébines». «Des acronymes étaient également utilisés tels que BK (Black), BC (Blanc), BR (Beurre), AS (Asiatique)», toujours d'après le document, et l'ensemble était ensuite envoyé à la cellule recrutement du club résident du Parc des Princes. L'enquête interne déclenchée par le PSG avait conclu à l'absence de «cas avéré de discrimination», malgré l'existence d'un fichage ethnique. Le club avait annoncé «des mesures visant à renforcer les pratiques éthiques» en son sein.

Première défaite pour les Etats-Unis de Pochettino, face au Mexique (2-0)

L'Argentin Mauricio Pochettino a connu sa première défaite à la tête des Etats-Unis, en s'inclinant 2 à 0 face au Mexique, mardi à Guadalajara, en match de préparation au Mondial-2026.

Recruté le mois dernier, l'ex-entraîneur de Tottenham, du Paris SG et de Chelsea avait débuté par une victoire 2-0 en amical contre le Panama il y a quatre jours à Austin (Texas). Mais, avec le Mexique, l'adversaire était plus coriace, et les Etats-Unis ont encaissé deux buts --un par mi-temps-- signés de l'avant-centre de Fulham Raul Jimenez (22e) et d'un autre attaquant, César Huerta, à la 49e.

«Nous n'avons pas bien joué», a commenté Pochettino, 52 ans. «Mais je pense que ce genre de match est parfait pour apprendre... Le Mexique

a été un peu meilleur et mérité sa victoire. Pour nous, c'est un chemin qui a seulement débuté il y a quelques jours... Nous pouvons nous améliorer et apprendre de cette prestation», a-t-il ajouté.



Le sélectionneur de «Team USA» était privé pour l'occasion de plusieurs joueurs majeurs, dont les attaquants Tim Weah (Juventus) et Folarin Balogun (Monaco). Par rapport au match contre le Panama, l'attaquant vedette Christian Pulisic (AC Milan) et Weston McKennie (Juventus) manquaient aussi à l'appel après avoir été autorisés à rejoindre leur club en Europe. Les Etats-Unis et le Mexique sont d'ores et déjà qualifiés pour la Coupe du monde 2026, qu'ils co-organiseront avec le Canada.

L'ancien capitaine de l'OL Maxime Gonalons met un terme à sa carrière

L'ancien milieu de terrain et capitaine de l'Olympique lyonnais, Maxime Gonalons, sans club depuis son départ de Clermont cet été, a annoncé qu'il mettait un terme à sa carrière, à 35 ans.

«A vous tous, à mes coéquipiers, aux entraîneurs, aux staffs et à tous les supporters, merci pour ce parcours inoubliable», a écrit mardi soir l'ex-milieu international (8 sélections) sur son compte Instagram. «Aujourd'hui, je referme ce chapitre avec le sentiment d'avoir tout donné. Le football restera toujours une part de moi et même si je quitte les terrains, je resterai à jamais un amoureux de ce sport», a-t-il ajouté. Natif de Vénissieux (Rhône), Maxime Gonalons a notamment exprimé une forte pensée pour l'OL, avec qui il a connu ses plus grandes heures en club, de 2009 à 2017, après être passé par son centre de formation.



«Je n'oublierai jamais ces années passées à défendre tes couleurs, tu resteras à jamais dans mon cœur», a-t-il écrit, avant d'évoquer également ses matches sous le maillot des 'Bleus', «un rêve d'enfant», entre 2011 et 2015. Maxime Gonalons a disputé plus de 300 matches avec l'OL, participant à plusieurs campagnes européennes, dont une demi-finale de Ligue des champions en 2010 contre le Bayern Munich. Vainqueur de la Coupe de France et du Trophée des champions en 2012, il a ensuite quitté le club rhodanien pour l'AS Rome en 2017. Egalement passé par le Séville FC et Grenade, en Liga, il a disputé deux dernières saisons en Ligue 1 avec Clermont, relégué en mai dernier. L'annonce de sa retraite a été saluée par plusieurs de ses anciens coéquipiers, dont Anthony Lopes et Alexandre Lacazette. «Merci pour tout capi», a ainsi écrit ce dernier en réponse à sa publication sur Instagram.

L'Angleterre mise sur Tuchel pour faire rugir ses "Three Lions"

L'Angleterre a confié, mercredi, les clés de son équipe nationale à l'Allemand Thomas Tuchel, troisième sélectionneur étranger de l'histoire des «Three Lions», chargé de faire d'une génération talentueuse mais jamais titrée une machine à gagner bien huilée.

Tuchel se dit prêt à relever le défi de mettre fin à des décennies d'attente des 'Three Lions' pour remporter un trophée majeur pour la première fois depuis le Mondial 1966 à domicile. Il débutera son contrat de 18 mois le 1er janvier 2025, avec l'Anglais Anthony Barry comme adjoint et, dans le viseur, la qualification pour la Coupe du monde 2026 organisée au Canada, au Mexique et aux Etats-Unis. «Maintenant, je dois être à la hauteur. Je sais qu'il manque quelques trophées à la fédération et, bien sûr, je veux contribuer à ce que cela se réalise», a déclaré Tuchel lors de la conférence de presse de sa présentation à Wembley.

«Fondamentalement, nous voulions engager une équipe d'entraîneurs qui nous donnerait les meilleures chances possibles de remporter un tournoi majeur, et nous sommes convaincus qu'elle y parviendra», a commenté le directeur

général de la Football Association (FA), Mark Bullingham. Lors du processus de recrutement, «Thomas a été très impressionnant et s'est démarqué par sa vaste expertise et son dynamisme», a ajouté le dirigeant, qui a reçu dix candidats en entretien. Le technicien âgé de 51 ans succède à Gareth Southgate, parti en juillet après un règne de huit années (2016-2024) ponctué par deux finales successives perdues à l'Euro. Dans cet intervalle, l'intérim a été confié à Lee Carsley, le sélectionneur des Espoirs, qui retrouvera son poste après les deux matches de Ligue des nations en novembre. Avec Tuchel, le pays d'origine du football s'offre un entraîneur à succès, à la stature internationale, rompu à l'exercice médiatique et reconnu pour sa capacité à faire progresser ses joueurs, notamment les plus jeunes, dans des délais resserrés. Cela ressemble aussi à un pari: l'ancien entraîneur de Mayence et Dortmund, novice dans la fonction de sélectionneur, n'est jamais resté longtemps dans les clubs huppés qu'il a fréquentés, que ce soit le PSG, Chelsea ou le Bayern Munich. Cela ne l'a pas empêché d'amasser des trophées, surtout en Angleterre, avec la prestigieuse Ligue des champions soufflée en 2021 au nez et à la barbe du Manchester City de Pep Guardiola.



Verstappen ne désarme toujours pas face à sa punition par la FIA

Après l'épisode de la punition FIA pour sa grossièreté au Grand Prix de Singapour, Max Verstappen ne désarme pas : il va continuer de tenir ses propres conférences de presse, en dehors du cadre de la fédération.

Max Verstappen va poursuivre son mouvement de protestation contre la FIA après sa punition pour avoir juré lors d'une conférence de presse à Singapour. Le Néerlandais a en effet écopé d'une journée d'activités d'intérêt général après avoir prononcé le mot «fucked» lors de la conférence officielle organisée le jeudi du Grand Prix de Marina Bay. Après cela, présent lors de la conférence FIA du samedi suite aux qualifications, le triple champion du monde avait choisi de répondre de façon laconique aux questions qui lui étaient posées, en faisant comprendre la raison derrière cette attitude. Il avait ensuite tenu une conférence de presse improvisée à la sortie de la salle, lors de laquelle il avait répondu normalement tout en expliquant sa démarche de protestation.

Toujours dans l'attente de savoir exactement quelle sera sa sanction, Verstappen a expliqué à Austin qu'il allait continuer à organiser ses propres conférences afin de pouvoir s'exprimer librement. «[La FIA] ne m'a rien dit, donc pour moi cela ne change rien», a-t-il d'abord lancé, avant qu'il lui soit demandé de clarifier ce qu'il voulait dire par là et s'il allait continuer à tenir ses propres points presse : «Au regard de la situation. Je veux dire, je dois aussi moins parler, donc c'est une bonne chose pour moi.» Le Néerlandais s'est dit ouvert à discuter de la question avec le président de la FIA, Mohammed Ben Sulayem, même s'il estime que la démarche doit venir de la fédération : «En fin de compte, tout le monde a sa propre opinion, mais il est assez clair que, comme je l'ai dit, cette histoire est ridicule. Je suis toujours prêt à discuter, mais pour l'instant, ce n'est pas à moi de tendre la main. Je vis ma vie et je continue, rien ne change.»

Quand il lui a été demandé s'il s'agissait d'une tempête dans un verre d'eau de la part de la FIA, Verstappen de répondre : «Oui, mais c'est globalement le monde dans lequel on vit, n'est-ce pas ? Beaucoup de choses sont comme ça. Dans ce cas précis, je pense que ce n'est pas nécessaire.» «Bien sûr, je sais qu'on ne peut pas jurer, mais c'est plus lié aux insultes, et ensuite on voit des commentaires de gens qui disent qu'ils ne veulent pas que les enfants entendent ça. De toute façon, quand j'avais cinq ans, jamais je n'ai regardé une conférence de presse. À l'école, on dit des choses bien pires que ça, c'est la vie.» «Si vous voulez faire un exemple, oui, bien sûr, mais je ne pense pas qu'il faille en faire toute une histoire. Je veux juste vivre ma vie, et si je ne suis pas d'accord avec quelque chose, je le dirai. C'est tout.»

Victor Martins va tester l'Hypercar d'Alpine en endurance

Alpine a remodelé ses équipages pour la dernière manche de la saison à Bahreïn, où Victor Martins participera au Rookie Test du WEC au volant de l'A424 LMDh.

Le dernier rendez-vous de la saison WEC 2024, le mois prochain à Bahreïn, permettra à l'équipe Alpine Endurance Team de préparer l'avenir. La structure dirigée par Philippe Sinault a confirmé un ajustement de ses équipages, conséquence de la retraite de Nicolas Lapierre. Nommé directeur sportif à compter du 1er janvier prochain, le désormais ex-pilote sera



toutefois présent aux côtés de l'équipe pour les 8 Heures de Bahreïn le week-end du 2 novembre. Numériquement, il sera remplacé par le réserviste Jules Gounon mais Alpine a procédé à une recombinaison de ses deux trios.

Ainsi, Jules Gounon va intégrer l'équipage de la n°35 aux côtés de Paul-Loup Chatin et Ferdinand Habsburg, tandis que Charles Milesi va rejoindre la n°36 qu'il partagera avec Matthieu Vaxivière et Mick Schumacher. «Ce choix a été dicté plus pour des raisons pratiques que stratégiques», précise Philippe Sinault. «Dans le délai imparti, nous avons dû considérer la meilleure combinaison en termes de taille de pilote et de compatibilité.» Par ailleurs, Alpine a choisi de solliciter Victor Martins pour participer au Rookie Test organisé le 3 novembre, toujours

sur le circuit de Sakhir, au lendemain de la dernière manche de la saison. Membre de l'Alpine Academy, le Français de 23 ans mène actuellement une deuxième campagne mitigée en Formule 2 et aura l'opportunité de découvrir l'A424 pour la première fois.

«Nous voulons lui offrir une nouvelle expérience au volant d'un prototype d'endurance et il saura nous apporter son regard neuf sur notre Hypercar, ce qui est toujours intéressant à ce stade du programme», justifie Philippe Sinault. Victor Martins se réjouit de cette occasion nouvelle dont il va disposer. «C'est

l'occasion pour moi de continuer de forger mon expérience avec de nouveaux ingénieurs et une nouvelle voiture ainsi qu'une opportunité de montrer mon potentiel», estime-t-il.

«Bien que je sois très focalisé sur mon parcours en monoplace, c'est un challenge que j'accepte avec plaisir et j'espère que nous maximiserons la journée de Rookie Test que ce soit de mon côté pour l'apprentissage, mais aussi pour leur permettre d'avoir de bonnes données dans le cadre de leur développement.» À noter que pour ces 8 Heures de Bahreïn, un autre changement d'équipage a été officialisé dans la catégorie Hypercar, où Sébastien Bourdais fera son retour. Le pilote tricolore viendra prêter main forte à Alex Lynn et Earl Bamber sur la Cadillac n°2.

Liverpool vs Chelsea

Anfield en effervescence : Liverpool reçoit Chelsea

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Anfield (Liverpool) sera donné le dimanche 20 octobre 2024 à 19h30. Avant la rencontre, Liverpool est classé à la 1ère place du Premier League et Chelsea à la 4ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 191 fois depuis 1907, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Liverpool le dimanche 25 février 2024 (League Cup - Finale : 1-0).

Après avoir gagné 0-1 en Premier League contre Crystal Palace, Liverpool essaiera de décrocher une nouvelle victoire lors de cette rencontre. Lors du match précédent, Liverpool avait enregistré un taux de possession de balle de 68% et 16 tirs au but dont 4 cadrés. Diogo Jota (9') a été le seul à inscrire un but pour Liverpool. Dans le camp adverse, Crystal Palace, a eu 9 tirs au but dont 5 cadrés.

Liverpool n'a pas arrêté d'inscrire des buts, ayant mis la balle au fond des filets lors de cent pour cent de ses 6 derniers matchs. L'équipe a totalisé 16 buts au cours de cette période et en a laissé filer 3. Cependant, cette tendance ne va pas forcément être maintenue lors de cette rencontre. Avant ce duel, Liverpool n'a pas perdu en championnat contre le Chelsea au cours de leurs 6 matchs précédents.

Lors de son dernier duel, le Chelsea a obtenu le nul contre Nottingham Forest en Premier League. Le score final était de 1-1. Lors du match précédent, le Chelsea affichait un taux de

balle de 67% et 22 tentatives de tir au but dont 8 cadrés. Noni Madueke (57') a été le seul à inscrire un but pour le Chelsea. Leur adversaire, Nottingham Forest, a obtenu 16 tentatives de tir au but dont 9 cadrés. Chris Wood (49') a inscrit un but pour Nottingham Forest. Au cours de ses six rencontres précédentes, le Chelsea a inscrit 18 buts en tout. le Chelsea a mis la balle au fond des filets à chacune de ces occasions. En ce laps de temps, la défense a en outre encaissé 5 buts.

Les statistiques d'avant-match montrent que le Chelsea:

n'a pas gagné contre Liverpool lors des 3 derniers affrontements de championnat disputés à l'extérieur.

n'a essuyé aucune défaite au cours de ses 6 derniers matchs de championnat en déplacement.

Si on passe en revue leurs confrontations passées, en allant jusqu'au 14/05/2022, on remarque que Liverpool a gagné 2 fois au cours de ces matchs, le Chelsea a enregistré 0 succès et le nombre de partages était de 4.

Ensemble, ces deux équipes ont réussi à inscrire 8 buts pendant ces rencontres, répartis comme suit : 6 pour Liverpool et 2 pour le compte du Chelsea. Cela représente une moyenne de 1.33 buts par match.

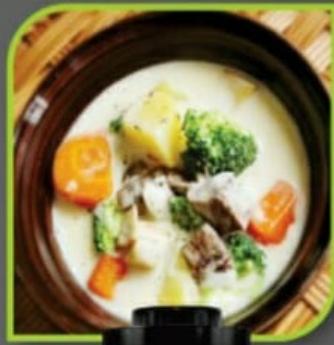
L'entraîneur de Liverpool, Arne Slot, devra se passer de Alisson et Harvey Elliott. Lors de cette confrontation, il y a fort à parier que Liverpool favorise un dispositif en 4-2-3-1 et aligne un onze de base composé de Caoimhin Kelleher, T. Alexander-Arnold, Ibrahima Konaté, Virgil Van Dijk, K. Tsimikas, Alexis Mac Allister, Ryan Gravenberch, Mohamed Salah, Dominik Szoboszlai, Luis Díaz et Diogo Jota.

Il y a fort à parier que le Chelsea décide d'entamer la rencontre avec un système de jeu en 4-2-3-1 et commence la partie avec Robert Sanchez, Malo Gusto, Tosin Adarabioyo, Levi Colwill, Renato Veiga, Moisés Caicedo, Enzo Fernández, Noni Madueke, Cole Palmer, Jadon Sancho et Nicolas Jackson.

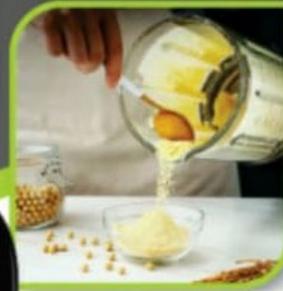


possession de





BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C

Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488